

SNCS-HEBD0 n°14-03

02 avril 2003

Le ministère n'a toujours pas payé des crédits 2002 aux organismes : Quand c'est la victime qui est inculpée.

Par Henri-Edouard Audier, membre du Bureau national du SNCS

Le gouvernement continue à mentir et à manipuler les chiffres en mélangeant budget et trésorerie des organismes. Selon lui, la baisse officielle des crédits ne serait que de 9 % !

Nous réaffirmons qu'avec les seules annulations officielles, la baisse des crédits du CNRS, de l'INSERM, de l'INRA ou du CEA se chiffre d'ores et déjà entre 27 et 34 % par rapport au budget initial 2002. Elle serait de 50 % au total si le gel actuel se transformait en suppression, comme cela est malheureusement possible.

Mais non content de cela, le gouvernement organise le blocus des organismes en ne versant toujours pas tous les CP 2002, pourtant déjà amputés. Ainsi, il doit 170 millions d'euros au CNRS, soit l'équivalent du montant des crédits récurrents 2002. Au Conseil d'administration de l'INRA, il a été recommandé de « gérer l'organisme comme si cette dernière tranche de CP 2002 n'existait pas », entendez : la dernière tranche des CP 2002 ne sera peut-être jamais versée... On n'a peut-être pas encore vu le pire !

Mais pour créer un écran de fumée masquant ce sabotage, le gouvernement diligente une enquête financière au CNRS et à l'INSERM, ouvre un procès aux organismes qui gèreraient mal : il paraît qu'avec 50 % de crédits supprimés ou gelés, le ministère ne comprend pas que, dans ces organismes, les dotations des laboratoires aient baissé ! Les laboratoires, quant à eux, tricheraient sur les crédits... en dépensant d'abord la maigre subvention de l'Etat.

Dans un système qui ressemble plus aux mœurs d'une République bananière qu'à ceux d'une démocratie, où le gouvernement demande servilité et obéissance militaire aux directions d'organismes, le procès ouvert est une façon de préparer la place aux copains politiques qui piaffent d'impatience. Mais c'est surtout une préparation d'artillerie dans la mise en pièces des organismes, avec la volonté de remplacer les financements récurrents par des contrats d'agences thématiques aux mains des ministères.

La réponse, c'est de soutenir toutes les initiatives qui sont prises, par exemple la pétition qui circule, de préparer par des réunions locales une nouvelle journée de mobilisation en mai, une grande initiative sur l'emploi des jeunes, ainsi que d'assurer le succès de la réunion du Comité national et des instances scientifiques qui se tiendra le 30 juin. C'est aussi de se rassembler à l'INSERM, lors du Conseil d'administration du 10 avril à 14 heures, dans les locaux de l'organisme et, en régions, devant les Administrations déléguées régionales dès 10 heures.

Au-delà c'est tout le secteur public, et notamment de l'éducation, de la culture et de la recherche, qui est attaqué : on construit de nouvelles prisons mais nos universités ne sont souvent pas aux normes de sécurité, on diminue l'impôt des couches favorisées mais on refuse aux doctorants l'augmentation de 5 % promise, on transforme en postes de flic 1000 emplois destinés aux jeunes docteurs... Dans le grand dictionnaire de la Droite, c'est ce qu'on appelle « le Progrès ». ■